

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22057 - 81ÈME ANNÉE

## Rompre avec un système qui vend aux pauvres à prix d'or des importations venues de l'autre bout du monde

### Souveraineté alimentaire : l'essentiel reste à conquérir

**Malgré des progrès, La Réunion reste loin de l'autosuffisance avec 64 % des besoins couverts en fruits et légumes et 39 % en viande. La dépendance aux importations alimente le monopole de la grande distribution et la vie chère. D'où l'urgence d'un co-développement avec Madagascar pour importer de proximité ce qui ne peut être produit localement, soutenir des circuits populaires de distribution créateurs de dizaines de milliers d'emplois pour les Réunionnais et faire de la souveraineté alimentaire un projet de justice sociale.**

Les chiffres présentés le 21 avril lors du comité de suivi du Plan régional de souveraineté alimentaire montrent des avancées. La production locale couvre désormais 64 % des besoins en fruits et légumes et 39 % des besoins en viande. Des progrès, certes. Mais ces chiffres disent surtout qu'une large part de l'alimentation des Réunionnais dépend encore de l'extérieur. Et c'est bien là le cœur du problème.

Car derrière les discours institutionnels sur la souveraineté alimentaire, la réalité reste celle d'une dépendance structurelle. Plus d'un tiers des fruits et légumes consommés et plus de 60 % des besoins en viande ne sont pas produits localement. Dans une île confrontée aux chocs climatiques, aux tensions sur les marchés mondiaux et à la vie chère, cette dépendance est une fragilité.

#### **Conséquence du monopole de la grande distribution**

Elle nourrit aussi un système économique profondément inégalitaire. Une grande partie des importa-

tions vient de Thaïlande, du Pakistan, de l'Inde, d'Australie, de Nouvelle-Zélande ou d'Europe. Des milliers de kilomètres parcourus pour approvisionner des rayons contrôlés par les monopoles de la grande distribution. Un modèle qui enrichit quelques-uns, entretient les marges de l'import-export et impose des prix construits pour une minorité privilégiée : bénéficiaires du supplément colonial, expatriés favorisés, clientèle touristique.

Mais ce modèle ne correspond pas à la réalité sociale de La Réunion. Ici, la majorité de la population est pauvre, c'est la classe la plus nombreuse. Et contrairement aux représentations importées de la France, il n'existe pas une large classe moyenne censée soutenir le modèle consumériste des grandes surfaces. Les plus nombreux paient donc leur alimentation à prix d'or dans des circuits qui ne sont pas pensés pour leur pouvoir d'achat.

#### **Importer de Madagascar plutôt que depuis l'autre bout du monde**

C'est pourquoi la question alimentaire ne peut être réduite à l'augmentation de la production locale. Elle pose aussi celle du co-développement régional. Si La Réunion ne peut produire seule tout ce dont elle a besoin, alors il faut construire la souveraineté alimentaire avec son environnement géographique naturel, en particulier avec Madagascar.

Madagascar dispose de potentiels agricoles considérables. Organiser des filières de coopération de proximité pour importer ce qui manque à La Réunion serait plus cohérent économiquement, socialement et écologiquement que de faire venir des denrées depuis l'autre bout du monde. Cela réduirait les coûts, limiterait la dépendance aux circuits mondialisés et

desserrerait l'emprise des monopoles.

### **Pour une rupture avec le système actuel**

Surtout, cela pourrait nourrir d'autres circuits de distribution : commerces de proximité, marchés forains, vendeurs de rue, réseaux populaires capables de proposer des prix adaptés aux plus modestes. Car la souveraineté alimentaire ne se mesure pas seulement en volumes produits ; elle se mesure à la capa-

cité du peuple à se nourrir dignement.

L'avenir ne peut être dans la seule adaptation du système actuel. Il suppose une rupture : produire davantage ici, coopérer davantage dans l'océan Indien, et sortir l'alimentation de la logique du monopole de la grande distribution dominé par des groupes étrangers. Sans cela, la souveraineté alimentaire restera un slogan. Avec cela, elle peut devenir un projet de justice sociale pour La Réunion.

M.M.

## **Point du comité de suivi du Plan régional de souveraineté alimentaire**

### **Souveraineté alimentaire : des progrès**

**Malgré les aléas climatiques, La Réunion enregistre des progrès en matière de souveraineté alimentaire. La production locale de fruits et légumes atteint 64 % des besoins, tandis que la couverture en viande progresse à 39 %. Réuni en préfecture, le comité de suivi du PRSA a salué ces avancées et les actions engagées sur les filières, le foncier, l'innovation et la résilience agricole. Une actualisation du plan régional est attendue d'ici fin juin 2026.**

La Réunion confirme des avancées en matière de souveraineté alimentaire. Réuni le 21 avril à la préfecture, le comité de suivi du Plan régional de souveraineté alimentaire (PRSA) a mis en lumière les progrès réalisés depuis 2020 et engagé l'actualisation de la feuille de route du territoire.

Malgré les impacts des cyclones Belal et Garance, les résultats enregistrés traduisent une dynamique positive. La production locale de fruits et légumes progresse encore, atteignant 64 % des besoins consommés sur l'île, soit deux points de plus en un an. Dans les filières animales, la couverture des besoins en viande atteint désormais 39 %, contre 36 % en 2020, illustrant une montée en puissance régulière de la production locale.

### **Vers un master en agronomie comme à Madagascar**

Ces résultats s'appuient sur des avancées structurantes menées dans les six axes du PRSA. L'année 2025 a notamment marqué plusieurs étapes importantes : finalisation de la cartographie des plans d'épandage, lancement d'un master en agronomie à La Réunion ce qui rattrape partiellement le retard avec Madagascar où existent des doctorats dans cette science, élaboration d'un guide pour la construction en zone agricole, avancées sur les alternatives aux produits phytosanitaires, mise en œuvre des cotisations interprofessionnelles étendues dans l'élevage et poursuite du plan d'assainissement de la leucose bovine.

### **Montée en compétence**

Au-delà des chiffres, le comité a souligné la solidité d'une mobilisation collective qui produit des résultats tangibles. Structuration des filières, innovation, montée en compétence, sécurisation du foncier et adaptation aux contraintes sanitaires contribuent à renforcer la résilience du modèle agricole réunionnais.

Cette dynamique va se poursuivre avec une nouvelle phase de concertation pour actualiser le PRSA d'ici fin juin. Plusieurs rendez-vous sont programmés sur les habitudes de consommation, l'adaptation au changement climatique, les projets prioritaires pour l'avenir et le secteur de la pêche.

## Tract de l'Intersyndicale « 1er mai 2026 : Pain, Paix, Liberté !

# Les syndicats revendiquent la création de 100 000 emplois pour résorber le chômage à La Réunion

Hier, l'intersyndicale CGTR-FO-UNSA-Solidaires-FSU-SALPER-Union étudiante de La Réunion a publié un tract rappelant les revendications du 1er mai 2026 à La Réunion, notamment « cessez-le-feu immédiat dans toutes les zones de conflit, « blocage des prix des carburants au même niveau que mars 2026 », « augmentation générale des salaires, des pensions, des minima sociaux, des allocations et des bourses tenant compte de la vie chère à La Réunion et de l'inflation » et surtout « création de 100 000 emplois pérennes dans tous les secteurs pour résorber le chômage. Départ du défilé : 9 heures devant le Kabardock au Port.

Partout dans le monde, les tensions s'exacerbent, les conflits s'enlisent et les peuples, les travailleurs en paient le prix. Chaque jour des citoyens, des travailleurs meurent sous les bombes.

Il y a urgence à agir et que ça cesse !

Aucune logique de guerre ne peut constituer une réponse durable aux crises actuelles.

Seule la mise en œuvre d'une paix juste et durable, respectueuse des droits des peuples et du droit international, peut garantir un avenir commun. La voix des travailleurs et des travailleuses doit porter celle de la paix.

Ce conflit va directement augmenter la dette de la France. Augmentation de la dette rime avec budget d'austérité. Les budgets de « va-t-en-guerre » mis en place pour 2026 s'attaquent déjà aux conquêtes sociales : la loi plein emploi, la loi de financement de la sécurité sociale, la loi de finances appauvrissent et précarisent tout le monde au détriment des besoins sociaux essentiels.

L'intersyndicale dénonce avec force la poursuite et l'aggravation des politiques d'austérité et revendique

une réorientation immédiate des politiques publiques en faveur de la justice sociale et du progrès économique.

Afin de permettre à chacun de vivre et de se loger dignement et que le travail doit payer et garantir des conditions de vie décentes, l'intersyndicale appelle les travailleurs, retraités, les jeunes et les privés d'emploi à participer à la :

Manifestation du 1er mai 2026 A partir de 9 h au Kabardock au Port

POUR EXIGER :

- 1) Pain, Paix, Liberté : cessez-le-feu immédiat en Iran, au Liban, à Gaza, en Ukraine et dans toutes les zones de conflit, sur tous les continents,
- 2) Le blocage des prix des carburants au même niveau que mars 2026,
- 3) Une augmentation générale des salaires, des pensions, des minima sociaux, des allocations et des bourses tenant compte de la vie chère à La Réunion et de l'inflation,
- 4) Un plan de création de 100 000 emplois pérennes dans tous les secteurs pour résorber le chômage à La Réunion, fléau social et de précarité,
- 5) Des moyens pour l'école pour instruire, pour l'hôpital pour être bien soigné, pour nos services publics pour bien accueillir nos citoyens...
- 6) Une répartition juste des richesses au profit de ceux qui les produisent.
- 7) Un cadre de travail digne, respectueux des droits et de l'égalité entre les travailleurs et les travailleuses.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## **Konète listoir nout parti kominiss : In nésséssité pou sak i vé fé in bout shomin avèk li !**

Mézami, zot i koné, nout parti kominiss rényoné lé né l'ané 1959, kék moi a pène apré lassassina Eliard Laude dovan la méri Sint-klotid. 1959 ziska zordi, sa i fé soissant sizan prèss. Pou in péi néna solman troisan-soissante-troi z'an, i pé pa dir sa lé pa in parti istorik. Sirtou avèk lo rol istorik lo parti la ténir dopi son kréassion ziska zordi pars mwin na pwin doutanss rol-la la pankor fini.

Anpliss ké sa kan péi-la la vi son bann zabitan konète lésklavaz, langazism, lo kolonialism, pou vnir départman franssé épi réjyon, avèk la réklamassion son droi pou lidantité ni pé dir nout parti lé istorik pars bien ankré dann listoir nout péi La Rényon épi nout pèp lo pèp rényoné... Arzout èk sa kan lo pèp la invante in lang-lo kréol rényoné-in kiltir-la kiltir rényonèz-épi in sossyété avèk sak i apèl lo viv ansanm mé pa solman sa. Lé pa dir pou d'mazine épi konstate listorissité noutparti kominiss rényoné.

Sé pou sa, sanm pou mwin kan wi pass par lo pa d'porte parti-la, lé bien nésséssèr wi aprann son listoir épi wi angaj aou dann son mouvman dinamik pou in transformassion nout péi, nout pèp, nout sossyété solon in bann valèr k'sé sète lo pèp rényoné.

Mi di sa zordi pars mwin la gingn la shanss viv dann parti la, sinon ziss a koté, dopi son néssans ziska zordi. Privilèj l'az ? Pa solman. Admirassion pou son konba ? sirman-éspoir oir ali rokomanss zoué in rol inportan dann la transformassion nout sossyété kansréti pou kass la shène in péi épi in pèp ankor néokolonizé ziska zordi, épi privé d'in droi pou in dévlopman korèkt.

Wala inn-dé rézon mi di i fo aprann listoir nout parti kominiss rényoné. Pa solman pou konète son listoir mé pou rant dann la dinamik son mouvman pou konstruir lo fitir.

A bon antandèr salu !

*Justin*